Relais et châteaux

Par JFB le lun 23/08/2010 - 13:36

La plupart des châteaux hongrois se trouvent dans un triste état. C’est pourquoi, il y a tout juste un an, l'entreprise publique chargée de la gestion des propriétés immobilières d'État, Magyar Nemzeti Vagyonkezelô Zrt. (MNV) a eu l’idée d’établir un programme de rénovation de ces châteaux en invitant des sociétés privées (hongroises et étrangères) à rénover ces édifices. Libre à elles de les transformer en hôtels ou centres culturels.

En 2009, le Ministre de la culture hongrois de l’époque, István Hiller, avait été sollicité pour modifier le statut de 10 châteaux, propriétés de l'État hongrois, afin que des investisseurs privés puissent y avoir légalement accès et commencer ansi leur travail de rénovation et de gestion sans risque judiciaire. Bien évidemment cette idée n’a pas plu aux protecteurs des monuments historiques et aux historiens en général. De plus, le risque de corruption ne peut être jamais être totalement exclu au cours des tractations concernant les concessions de propriétés de ce genre. Mais l'État hongrois se devait de prendre ce risque car il n'avait pas les moyens de financer les travaux de rénovation qui s’imposaient.

L’un des exemples les plus illustres d’investissement réussi est le cas du château de Füzérradvány, autrement dit le château de la famille Károlyi. Celui-ci figure sur une liste d’environ 200 monuments historiques majeurs du pays qui, aux termes de la loi, sont déclarés inaliénables. Jusqu’à présent environ 5 millions d’euros ont été investis dans la restauration de cette demeure historique. Environ 2 millions sont encore nécessaires pour achever la restauration du château proprement dit, 4 millions pour développer l’hôtellerie d’appoint (50 chambres) dans le bâtiment des grands communs, et environ 2 millions pour la restauration du parc de 50 hectares et des différentes autres fabriques qu’il contient.

L’exemple de ce château illustre parfaitement la manière dont différentes institutions de plusieurs pays peuvent coopérer dans un but commun. La Banque de Développement du Conseil de l’Europe, basée à Paris, la Banque Hongroise de Développement et une société anonyme de droit hongrois, la FKKF, ont ainsi généreusement coopéré dans le but de restaurer le château et de lui rendre sa splendeur d’antan. Le résultat est à la hauteur des espérances. Aujourd’hui Centre Culturel de Rencontre européen, affilié au Réseau européen du même nom, cette reconversion a, dès l’origine du projet de restauration, permis d’assurer la réhabilitation et la conservation de ce monument historique majeur, tout en y développant un projet culturel dynamique, d’intérêt public, de nature à justifier la restauration elle-même et à assurer la pérennité de l’activité. La Fondation Joseph Károlyi héberge également un Centre de Documentation Européen autour de la Bibliothèque François Fejtô depuis 2003.

Mais le panorama général n’est malheureusement pas aussi reluisant dans le reste du pays. Si l’entretien d’un château en Hongrie coûte en moyenne 60-70 millions de HUF et que le coût de sa rénovation s'élève souvent à 400 millions de HUF, la rentabilité d’un tel investissement est en revanche très lente – entre 15 et 20 ans. Autrefois 5500 châteaux et cours de cassation ponctuaient le territoire hongrois, dont 70% ont survécu aux différentes guerres qui ont ravagé le pays. La plupart d’entre eux se trouvent aujourd’hui dans un état désastreux: environ 20% de ces bâtiments historiques peut encore être qualifié de château, le reste étant catégorisé comme ruine.

Le fait que l’Union européenne et des sociétés comme la CCEC (Compagnie des Châteaux d'Europe Centrale) et d’autres compagnies privées, essentiellement françaises et allemandes, soient interessées par le programme de rénovation des châteaux hongrois et qu’elles le subventionnent à coups de milliards de HUF est crucial car cela constitue l'unique moyen de sauver ce patrimoine. Selon les experts-muséologues «il faut être fous» pour rénover un château en Hongrie car «on ne revoit plus jamais l'argent investi», mais «heureusement il existe de tels fous».

Actuellement trois châteaux sont en cours de rénovation, financés par des fonds européens: à Fert_d, Edelény et Gödöllô. D’autres monuments, comme les châteaux Grassalkovich à Gödöllô, Ráday à Pécel ou Károlyi à Fót, attireraient sans doute également des milliers de touristes du monde entier, car ils pourraient tout à fait correspondre aux standards internationaux. Selon les architectes-protecteurs des monuments, la nature des actes de propriété de ces édifices sont souvent confus et

rendent difficiles leur gestion mais aussi les procédures de rénovation de ces châteaux. Le gouvernement et les autorités locales pourraient toutefois clarifier la loi à cet égard, il s’agit seulement d’une question de volonté. Toujours selon les experts, l’État hongrois devrait enfin prendre la décision de déterminer quels châteaux doivent impérativement rester inaliénables et faire en sorte de garantir le financement de leur rénovation, facilitant en revanche l’accès légal à d’autres châteaux à des investisseurs privés afin qu’un programme de rénovation soit entrepris à l’échelle du pays entier. L’un des modèles d'investissement à succès de cet ordre est le programme d'ITD Hungary, qui concerne actuellement la rénovation et des investissements de nature touristique dans dix châteaux pour un budget de 4 millions d'euros.

Il existe toutefois des contre-exemples. C’est le cas notamment d’un projet qui ne verra finalement pas le jour : la célèbre “affaire” du King City, un vaste projet de complexe hôtelier, comprenant notamment un Casino et des parcours de golf à proximité d'une réserve ornithologique, au bord du lac de Velence. Ce projet a fait l’objet d’un mystérieux échange de terrains entre un vaste territoire situé aux alentours de Sukoró, auparavant propriété de l’État hongrois, contre un verger de 183 hectares situé dans les alentours de Budapest, propriété de l’entrepreneur Joav Blum. Il était évident que la valeur de ce dernier territoire ne couvrait pas le prix du premier et que des tractations douteuses avaient sans doute eu lieu, impliquant probablement plusieurs fonctionnaires d’État de haut niveau. L’enquête est en cours et le restera sans doute encore bien longtemps.

Balint Seres

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel